



L'OFB, un plan de licenciement gouvernemental et un braquage

Ce communiqué s'adresse à tous nos concitoyens qui ont le souci de vivre dans un pays qui respecte la nature, la vie sauvage, et qui se soucient également de la manière dont est dépensé l'argent public.

La succession des rapports alarmants sur le déclin de la biodiversité et le dérèglement climatique devraient conduire l'exécutif à prendre de grandes décisions et à affecter des moyens importants pour modifier les politiques publiques environnementales qui n'ont, jusqu'alors, pas empêché ces rapides évolutions qui, à terme, peuvent remettre en cause notre société.

Parmi les moyens à sa disposition, l'État est doté de 2 664 agents, actuellement en charge de nombreuses missions d'intérêt général (police de l'environnement judiciaire et administrative, gestion des milieux naturels, financement de la recherche, mesure et contrôle de la qualité des eaux, sensibilisation du public, expertise...). Ces agents appartiennent actuellement à deux établissements rattachés au ministère de l'Écologie : l'AFB (agence française pour la biodiversité) et l'ONCFS (office national de la chasse et de la faune sauvage).

Or, le 1^{er} janvier 2020, ces deux établissements seront fusionnés. Le projet de réunir ces deux établissements pour créer l'office français de la biodiversité (OFB) semblait ambitieux. Malheureusement, dans un contexte de dialogue « minimaliste » avec les représentants des personnels, force est de constater que la création de cet établissement, dont l'objet principal sera la préservation de la biodiversité se fait dans un cadre de dégradation des conditions de travail de ses personnels, d'absence de reconnaissance des compétences des personnels et au détriment de leurs missions de surveillance et de protection des milieux naturels, en balayant d'un revers de main les compétences techniques environnementales des personnels.

Au-delà des économies d'échelle attendues et de la rationalisation des moyens, nous dénonçons un véritable plan de licenciement qui affiche pour objectif la suppression de 127 postes sur 3 ans (soit une réduction de près de 5 % des effectifs initiaux, alors même que le champ d'action de l'OFB couvrira toute la biodiversité et aura un impératif d'efficacité et de résultat puisque, comme le déclare le Président, « la 6^e extinction des espèces n'est pas une fatalité » !

Un objectif purement comptable, comme l'est le volet budgétaire, où l'OFB voit son budget détourné de ses missions premières.

Déjà, depuis 2007, à travers le plan Ecophyto, plus de 400 millions d'euros de subvention ont été dilapidés pour un résultat écologique et économique catastrophique sans compter les impacts dévastateurs sur la santé publique au profit de l'agriculture industrielle !

Demain, l'OFB verra aussi une partie de son budget amputée au profit d'autres acteurs privés [plusieurs millions d'euros donnés au lobby cynégétique et donc plusieurs millions en moins pour préserver la biodiversité].

Et à l'avenir le lobby du BTP aussi devrait pouvoir se faire entendre à travers les dispositifs de « compensation écologique », qui fixeront un prix à chaque brin d'herbe. Si l'argent ne se mange pas, pour les cyniques, toute chose a un prix.

Entre le marteau et l'enclume se trouvent nos concitoyens et les 2 664 agents qui ont à cœur d'exercer leur métier, en mettant leurs compétences au service de la préservation de l'environnement et du service public.

Malheureusement, entre des directeurs d'administrations qui ne défendent pas leurs agents et des décideurs politiques qui privilégient le court terme « économique » et affaiblissent sans cesse la fonction publique, il devient difficile de trouver les sources de motivation.

Comme dans d'autres administrations [Justice, Education nationale, Santé, Police...] nous constatons une dégradation de nos conditions de travail [notamment au niveau des services supports] et surtout un manque de reconnaissance. Absence de stratégie, de moyens, de perspectives professionnelles, baisse continue des effectifs, voilà notre avenir au sein du futur OFB. La chasse, l'agriculture intensive, l'aménagement incontrôlé de nos territoires, le braconnage et autres trafics d'espèces ont, quant à eux, de beaux jours devant eux !

Si la préservation de la biodiversité était réellement importante pour le ministre De Rugy, la création de l'OFB :

- Se ferait à minima en maintenant les effectifs actuels des deux établissements, et ce sur plusieurs années,
- Favoriserait le maintien des missions, développerait les plus ambitieuses en matière de préservation de la biodiversité et des habitats naturels, que ce soit au niveau territorial ou des pôles centraux,
- S'accompagnerait d'une réelle reconnaissance statutaire de l'ensemble des personnels,
- Adapterait ses objectifs à la réalité.

**La biodiversité souffre bien trop et sombre sous le poids d'un développement toujours calculé sur les bases de profits maximums :
cela n'a que trop duré.**

Contacts :

FO : Fabrice Morizur (06 78 39 57 09) fo@afbiodiversite.fr ; fo@oncs.gouv.fr / Didier Ory (06 72 08 10 17) sname@afbiodiversite.fr / Zaïnil Nizaraly (07 84 26 73 06) znizaraly@feets-fo.fr

SNE-FSU : Véronique Caraco-Giordano (06 69 31 37 36) / Remy Arsentio (06 72 08 10 10) sne-fsu@afbiodiversite.fr / Pascal Wanhem (06 20 99 91 84) wanhem.sne@gmail.com

CGT : Vincent Vauclin (06 88 81 65 98) cgt@afbiodiversite.fr / Sylvain Michel (06 45 69 96 25) sylvain.michel@afbiodiversite.fr